

Missions du CPS 91



L'éducation pour la santé est une condition de réussite des autres mesures de santé publique : campagnes d'information, protection de l'environnement, campagnes de dépistage, amélioration de la qualité et de l'accessibilité des soins...

En privilégiant une approche globale des questions de santé, elle utilise des portes d'entrées variées :

- Des thèmes particuliers : nutrition, tabac, infections sexuellement transmissibles, vie affective et sexuelle, alcool, accidents de la vie courante, souffrance psychique...
- Des catégories de population : petite enfance, jeunes, personnes en situation de précarité, personnes âgées...
- Des lieux de vie : écoles, quartiers, prisons, entreprises, foyers, hôpitaux...

Nos missions

La formation

Formation des professionnels de terrain des secteurs sanitaires, éducatifs et sociaux :

- en méthodologie de projet,
- sur des thématiques de santé spécifiques,
- formation sur site, à la demande des équipes.

Le conseil méthodologique

Appui personnalisé pour l'élaboration des actions, de la conception à l'évaluation.

Les projets

Actions d'éducation pour la santé fondées sur des pédagogies d'accompagnement des individus et des groupes, dans l'objectif de développer des aptitudes favorables à leur santé.

La documentation

Diffusion de brochures et affiches des campagnes nationales de santé publique.

Centre de ressources pédagogiques : outils d'animation, mallettes pédagogiques, ouvrages, revues, conseils personnalisés.



Vie de l'association

- L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de 20 à 23 membres dont 9 d'entre eux sont des membres de droit et les autres des membres élus au scrutin secret pour trois ans, par l'Assemblée Générale Ordinaire, le nombre de représentants élus doit dépasser d'au moins un le nombre de représentants de droit (article 7 des statuts).
- Le renouvellement des membres élus au Conseil d'Administration se fait par Tiers tous les trois ans, par démission ou tirage au sort si le nombre de démissionnaires est inférieur au tiers des membres élus (article 7 des statuts).
- En cas de vacance, le Conseil d'Administration pourvoit au remplacement des membres démissionnaires ou décédés, mais les mandats des membres ainsi élus prennent fin au moment de l'Assemblée Générale et des élections qui suivent.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2006

Membres de droit :

Mme AGAMIS, Responsable du Comité départemental de prévention de l'alcoolisme

M. BERSON, Président du Conseil Général de l'Essonne

Mme TESTENOIRE, Inspecteur Académie

M. GAUTIER, Président départemental de la Ligue contre le Cancer

Mme MENGELLE TOUYA, Présidente de la F.C.P.E 91

M. GEORGES, Directeur de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports

M. SIMON, Président de la Croix Rouge de l'Essonne

M. TESSIER, Directeur du Comité Régional d'Education pour la Santé d'Ile de France

M. TONNER, Directeur Général de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de l'Ile de France

Membres élus :

M. DE BARY – Directeur départemental de la Sonacotra de l’Essonne,

Mme BERTRAND – administrateur UDAF

Mme CISSE – Directrice Génération II,

M. DEISS - Président, Association INTER’VAL,

M. FOUICHE,

Mr FOULON - UCSA Maison d’arrêt de Fleury-Mérogis,

M. FOUTRIER – Président de la Section Fédérale de la Mutualité Fonction Publique,

Mme GAILLARD - Administrateur UDAF,

Mme PERRET - Administrateur Mutualité de l’Essonne

M. Le Directeur départemental de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Adhérents:

BEZ	Elisabeth	Collège Jean Zay	Infirm scolaire	8 rue Jules Valles	91390 MORSANG/ORGE
BIDOLI	Jacqueline	Senad 4 Volets Bleus	Assistante Sociale	46 av Baronne de la Roche	91170 VIRY CHATILLON
N'GUESSAN	Kouame	CFA		102 rue de Gometz	91440 BURES/YVETTE
PANNIER	Annie	Lycée St Charles	Infirm scolaire	2 rue Antonioz Charles de Gaulle	91200 ATHIS MONS
PELLETIER	Véronique	Collège Blaise Pascal	Médecin Scolaire	Allée du Bocage	91360 VILLEMORISSON
PHAN	Emilie	Centre de Loisirs	Animatrice	4 allée JF Regnard	91220 LE PLESSIS PATE
ROBERT	Anne	Particulier	Ergothérapeute	76 av Carnot	91600 SAVIGNY
RUBI	Elisabeth	Coll Vigneux	Assistante Sociale	1 av Guillaume Apollinaire	91270 VIGNEUX

JAMET	Sandra	PMI	Psychologue	5 square du Thimerais	75017 PARIS
		ESS ACCUEIL		110 Gd Place de l'Agora	91000 EVRY
MATHELIER	CHRISTIAN	SNECMA	ATT COMM	7 bis rue St Vincent	91310 LINAS
SENECHAL	M HELENE	Collège	Infirm scolaire	11 rue E Zola	91700 SGDB
		ESP BREL BRASSENS		8 place des copains d'abord	91080 COURCOURONNES
		CRP DE SILLERY		2 rue de Charaintree	91360 EPINAY/ORGE
		INST JEANNE D'ARC		11 bd henri IV	91150 ETAMPES
JANIN	PHILIPPE	MAIRIE BURES/Y		45 rue Ch de Gaulle	91440 BURES/YVETTE
NICOLAS	EMILIE		Etudiante	19 rue Maurice Otrille	91450 SOISY/SEINE
DELAY	AGNES	Ass communauté jeunesse	Conseillère ESF	21 rue Jules Valles	91200 ATHIS MONS
VINCENT	EVELYNE		Enseignante	19 rue du Dr Roux	91700 SGDB
MANENT	BRIGITTE	CRECHE	DIRECTRICE	91 rue Pasteur	91700 SGDB

ORTUSI	MONIQUE		Psychologue clinicienne	6 rue de la Roche Colleau	91540 MENNECY
BODECHON	ELISABETH		Enseignante	25 allée des Bergeries	91210 DRAVEIL
CHAKR	ISABELLE			17 bis rue notre dame	91450 SOISY/SEINE
GUYOT	PAUL			17 la prairie	91160 LONGJUMEAU
		MAIRIE DOURDAN		Esplanade J Moulin BP 107	91412 DOURDAN
		MAIRIE ETRECHY		Place du Gal de Gaulle	81580 ETRECHY
		MAIRIE SMSO		16 rue de l'Eglise BP129	91241 ST MICHEL/ORGE
		INTERVAL	prév spécialisée	5 rue de la Basse Roche	91140 VILLEBON/YVETTE
FOURE	SOPHIE		Dététicienne	4 bis av Gattini	91800 BRUNOY
SEMUR	FRANCOISE		Infirmière scolaire	Lycée Brassens	91080 COURCOURONNES
		MDQ Village	Médiateur	7 rue du Village	91000 EVRY
		Lycée Baudelaire		av de la Liberté	91000 EVRY
		MSA ETAMPES		140 rue St Jacques	91150 ETAMPES
LESIMILE	BAPTISTE		Etudiant	55 rue de Thivars	77 DAMMARIE
MUGUET	JACQUES	LIGUE 91	bénévole	42 rue Pierre Loti	91330 YERRES
SOUPE	EMMANUELLE		étudiante	20 rue des Ecoles	91650 BREUILLET
PARMENTIER	MARIE ODILE	Coll G Philippe	Infirmière scolaire	rue de Migneaux	91300 MASSY
ROCHES	CATHERINE	ITEP	Infirmière	rue du Moulin à vent	91470 LIMOURS
TATIN	JEAN MICHEL	VIE LIBRE		11 rue de la Cerisaie	91000 EVRY

		Ctre action soc SNCF		87 rue du Charollais	75012 PARIS
RUPRECHT	DOMINIQUE		Secrétaire médico sco	26 rue Jules Valles	91000 EVRY
GUERIN	VIVIANE		Secrétaire médico sco	5 rue Manjudé	28700 LEVAINVILLE
BARBE	EMMANUELLE	TILE	Assistante RH	352 Square des Champs Elysées	91026 EVRY
BAGUR	ESTELLE		diététicienne	4 rue Toulouse Lautrec	91000 EVRY
BLAZIT	MICHEL		MEDECIN	10 rue du Clarisse	91470 LIMOURS
CORTES	SANDRINE		PROF CUISINE	2 rés bois du cerf 1er étage Pte D	91450 ETIOLLES
SARRON	CLAIRE		Infirmière	142 rue des bas vignons	91100 CORBEIL
		Mairie SMSO	BIJ	19 rue Berlioz	91240 SMSO

MEMBRES DU BUREAU EN 2006

Président : M. DEISS
Secrétaire Général : M. FOUTRIER
Trésorière : Mme PERRET

L'EQUIPE DES PERMANENTS EN 2006

M. Jean-Paul BARATIN	3 mois (tps partiel)	: Directeur intérimaire
Mme Anne MAAREK	temps plein	: Directrice
Mme Maryline CHARTRAIN	temps plein	: Secrétaire de Direction
Mme Agathe GIAI-MINIET	135,20h/mois	: Documentaliste
Mme Céline ANDRE	6 mois (tps plein)	: Agent de développement en Santé (CDD)
Mme Claude GIORDANELLA	temps plein	: Chargée de projets
Mme Diane CELLARD	119,14h/mois	: Chargée de projets
Melle Geneviève DOGBE	8 mois (tps plein)	: Promoteur pédagogique en Santé (Emploi jeune)
Melle Florence GABILLARD	10 mois (tps plein)	: Agent de développement en Santé (Emploi jeune)
Melle Carine COUSTY	2 mois (tps plein)	: Chargée de projets
Melle Virginie POITEVIN	2 mois (tps plein)	: Chargée de projets
Melle Vanessa TOUATI	2 mois (tps plein)	: Chargée de projets

INTERVENANTS EXTERIEURS EN 2006

Melle ANDRE Céline	Diététicienne
Mr CHERUEL	Tabacologue
Mme CHAUDERON Martine	Ergothérapeute
M.HOFMAN Philippe	Psychanalyste
Mme ISENI Marie-Christine	Alcoologue
Mme LETOURMY Françoise	Kinésithérapeute
M.MERBAI Tarek	Gériatre
Mme PELON Chantal	Kinésiologue
Mme ROHART Véronique	Ergothérapeute

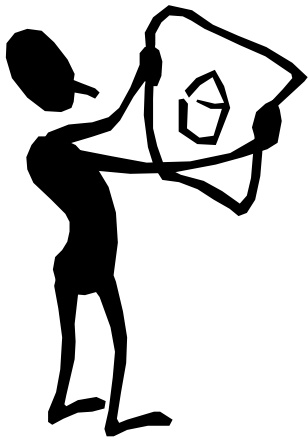
ACTIVITES STATUTAIRES en 2006

Assemblée Générale : 6 juin

Conseil d'Administration : 23 mars, 19 septembre, 19 décembre

Bureau : 17 janvier, 28 février, 25 avril, 19 juin, 19 septembre, 26 octobre,
14 novembre

Centre de documentation



I –PRESENTATION DES SERVICES

Le centre de documentation est ouvert au public sur rendez-vous.

Les services proposés au public :

- Diffusions des brochures et affiches de l'INPES au niveau départemental
- Prêts d'ouvrages et de matériel pédagogique : cassettes vidéos, jeux éducatifs, dossiers pédagogiques,...
- Mises à disposition de :
 - Dossiers thématiques comportant : bibliographie, articles de presse, textes officiels, documents de référence.
 - Dossiers documentaires : 3 dossiers documentaires ont été réalisés ou mis à jour en 2006
 - Aujourd'hui je ne fume pas
 - Prévenir les chutes chez les personnes âgées
 - Séminaire de formation « prévention des addictions » (Education nationale)

Ces dossiers accompagnent les formations délivrées par le CPS 91 ou des présentations de projets. Ils sont consultables au centre de documentation.

- Aide à la recherche et orientation vers d'autres pôles ressources.
- Conseils dans le choix et l'utilisation des supports pédagogiques.
- Conseils méthodologiques.
- Participation au projet SREPS (voir la fiche action SREPS plus loin)

II – COMPOSITION DU FONDS DOCUMENTAIRE

La base de données Alexandrie recense 1532 documents.

45 indexations (entrées d'ouvrages, supports pédagogiques...) ont été effectuées en 2006 sur la base de données Alexandrie.

- Plus de 900 ouvrages
- Une centaine de dossiers thématiques
- Des brochures et affiches gratuites
- Des supports pédagogiques :

CD-Roms	21
CD-audios	8
Diapositives	14
Dossiers pédagogiques	60
Expositions	17
Cassettes audio	8
Cassettes vidéo	266
Livres enfants	40
Logiciels	10
Matériels pédagogiques	158
Total	602

III – FREQUENTATION DU CENTRE DE DOCUMENTATION EN 2006

1) Nombre de demandes et répartition par mois :

	2006
janvier	130
février	137
mars	83
avril	69
mai	70
juin	58
juillet	9
août	10
septembre	89
octobre	60
novembre	48
décembre	44
total	807

En 2006, le nombre de demandes satisfaites a été de 807 (soit une moyenne de 67 demandes par mois. On peut faire une moyenne sur 10 mois : 80 demandes par mois. Le plus grand nombre de demandes concerne les mois de janvier et février.

2) Nombre de visiteurs et répartition par nature de la demande

2006	Connaître le CPS 91	Emprunts	diffusion	Recherche documentaire	Méthodologie	Total Visiteurs
janvier	17	15	21	20	10	46
février	9	12	15	26	18	41
mars	10	19	23	26	18	44
avril	10	18	27	26	7	34
mai	10	18	25	24	5	37
juin	14	14	19	27	10	22
juillet	7	3	8	4	2	9
août	5	2	7	4	/	10
septembre	15	6	24	30	1	25
octobre	6	7	14	22	/	21
novembre	4	6	16	9	1	20
décembre	4	8	8	9	4	20
total	111	128	207	227	76	329

176 personnes sont venues pour la première fois au CPS 91 (50% des visiteurs)

3) Répartition des thèmes (diffusions + recherches documentaires)

Les thèmes des documents de diffusion les plus demandés en 2006 sont :

- Nutrition (22%), les toxicomanies (16%), l'hygiène (13%)
- Les thèmes sexualité, IST, SIDA : 21%.
- Les thèmes sur l'hygiène de vie (hygiène, nutrition et sommeil) : 41%.

2006	THEMES	Nbres de demandes	%
	Hygiène	106	13
	Nutrition	179	22
	Sommeil	49	6
	Sexualité	88	10
	IST /Sida	95	11
	Violence	44	5
	Toxicomanie	139	16
	Accidents	71	8
	PMI	31	4
	Divers autre	38	5
	Total	840	100

4) Profil des demandeurs

Les plus fortes demandes de documents de diffusion viennent

- du secteur associatif (31%),
- du secteur Education Nationale (30%)

Statut	Nbre de visites	%
Professionnel	256	78
Elèves, Etudiant	43	13
Bénévole	16	5
Particulier	11	3
Autre	3	1
domaine	Nbre de visites	%
Social ou socio-éducatif	136	41
Santé (gale, scolaire, travail...)	130	40
Enfance, petite enfance	16	6
Scolaire	26	8
Autre	21	5

Temps passé avec les visiteurs du centre de ressource documentaire :

Temps	Nombre de personnes	%
Moins de 30 minutes	120	36
30 minutes	69	21
1 heure	86	26
1 heure 30	30	9
Plus de 1 heure 30	24	7
Total	329	100

5) Répartition des prêts

Types de documents	Nbre	%
Cassette vidéo	82	27
Support pédagogique	133	44
Ouvrage	78	26
Expositions	11	4
Total	304	100

- Support pédagogique : mallette, jeu, livret pédagogique, dossier pédagogique...
- Ouvrage : ouvrages, actes, études, rapport, périodiques...
- Dossier documentaire : produits documentaires réalisés par la documentaliste à l'occasion des formations

6) « L'appartement de tous les dangers », un moyen de prévenir les accidents de la vie courante.

L'objectif de cette structure est de faire découvrir aux visiteurs de manière ludique les situations dangereuses pour un enfant et aussi pour un adulte dans un appartement ainsi que les attitudes préventives à adopter face aux risques.

L'appartement se compose de 4 pièces : cuisine, salle de bain, chambre d'enfant, salle de séjour, séparées par des cloisons mobiles. Dans chacune des ces pièces, se trouve le mobilier qui s'y rapporte. A partir de là, certains points dangereux sont mis en évidence dans chacune des pièces : casserole d'eau en position dangereuse, produits ménagers dont le conditionnement n'est pas adapté et rangés sous l'évier, rasoir sur le lavabo...

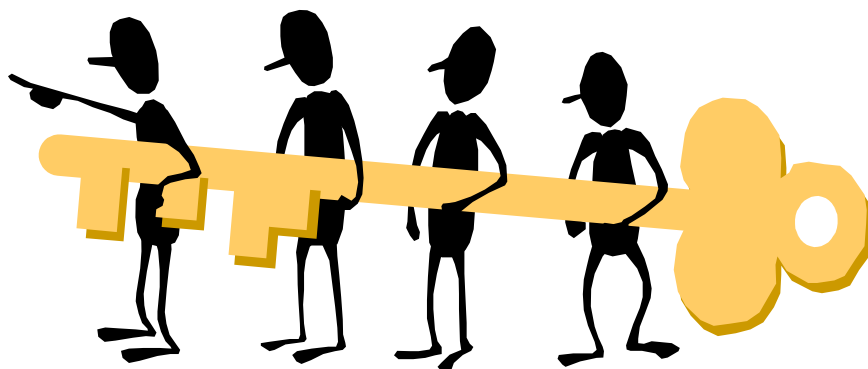
7) PROSANTÉ Ile-de-France

Le réseau Prosanté Ile-de-France, créé en 2000 et coordonné par un comité de pilotage, a pour objectif de mutualiser les ressources en éducation et promotion de la santé en Ile-de-France afin d'en faciliter l'accès aux professionnels de santé, social et de l'éducation.

8) REDOCEA

Le réseau REDOCEA (Réseau Documentaire du Centre Essonne et Associés) rassemble des professionnels et lieux ressources dans le domaine de la documentation et des bibliothèques. Initié par l'IRFASE en juillet 2005, le réseau regroupe près de 20 centres de documentation concentrés surtout sur Evry (centre de documentation du Conseil Général, de la Politique de la ville, de la DDASS, de l'INT, des médiathèques, de la bibliothèque universitaire, des archives départementales, du CPS91... Le réseau a pour but de recenser les ressources, la réalisation d'un annuaire, l'analyse de pratique, la création d'un catalogue collectifs des périodiques, l'élaboration d'un portail Internet (certainement mis en place et héberger par l'INT).

Actions du CPS 91



FICHE ACTION

Prévention des accidents de la vie courante chez les enfants « L'appartement de tous les dangers »

CONTEXTE DU PROJET :

Avec 18000 morts chaque année, tout âge confondu, les accidents de la vie courante tuent plus que la route. Un enfant sur dix âgé de moins de 15 ans est victime d'un accident de la vie courante chaque année. La maison est le lieu d'un grand nombre d'accidents. Les risques sont multiples et il est nécessaire de les identifier afin de mieux les prévenir. Pour prévenir, il faut pouvoir accéder à l'information, c'est donc avant tout regarder, écouter et dialoguer. Grâce à « l'appartement de tous les dangers », ces différents aspects peuvent être concrétisés.

OBJECTIFS :

Développement de la capacité des adultes à identifier les situations à risques pour les enfants et à trouver les moyens de les prévenir.

Développement de la capacité des enfants à identifier les situations à risques et à les éviter.

PUBLIC CONCERNE :

Action de sensibilisation autour d'une exposition intitulée « L'appartement de tous les dangers » dans 3 communes du département : Mairie des Ulis, de Crosne, de Quincy.

Enfants de 5 à 11 ans, adultes (parents, personnels des centres de loisirs, instituteurs, assistantes maternelles), élus et personnels des mairies

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

A chaque fois qu'une commune louera « L'appartement de tous les dangers », nous lui proposerons une semaine d'animation soit 5 journées autour de ce support.

Visite de la structure avec l'animatrice en petits groupes afin de repérer les dangers et discuter des solutions à envisager, des modifications en matière d'aménagement de logement, de rangement de produits dangereux.

MODALITES DE REALISATION :

3 prêts de la structure à 3 communes de l'Essonne avec 5 jours d'animation par le CPS 91 à chaque sortie.

Rénovation de l'Appartement

1 semaine porte-ouverte à l'attention des élus

PARTENARIAT :

Ville des Ulis (prêt gracieux d'un local de stockage et d'un lieu pour la rénovation de l'outil pédagogique)

FINANCEURS DU PROJET:

CPAM

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

Grille d'observation et questionnaire de satisfaction

FICHE ACTION

Mission documentaire Nutrition

Informier, sensibiliser et promouvoir les recommandations du PNNS auprès du public essonnien.

CONTEXTE DU PROJET :

Le CPS 91 a toujours été un lieu de ressources important pour la diffusion au niveau départemental des messages de prévention de Santé Publique et notamment celle sur la thématique nutrition. Depuis la mise en place du Plan National Nutrition Santé et la réalisation des premières campagnes d'information nutritionnelle, cette tendance ne s'est pas démentie.

L'augmentation conséquente de l'obésité chez l'enfant a été un révélateur pour axer les campagnes de prévention sur l'équilibre alimentaire et l'activité physique. Les objectifs prioritaires du PNNS (augmenter la consommation de fruits et de légumes, de calcium, de glucides, réduire les apports lipidiques, l'apport d'alcool, la cholestérolémie moyenne, la pression artérielle et enfin augmenter l'activité physique quotidienne) deviennent des repères précis et les professionnels peuvent facilement se les approprier.

OBJECTIFS :

Faire connaître et diffuser au niveau départemental les recommandations du PNNS

PUBLIC CONCERNE : Professionnels, étudiants et bénévoles amenés à développer des actions d'éducation nutritionnelle en Essonne (environ 600 personnes)

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Créer et diffuser auprès des professionnels un bulletin d'information 3 fois par an

MODALITES DE REALISATION :

3 bulletins diffusés électroniquement (Nutrition et diabète, Nutrition et personnes âgées, Nutrition et activité physique)

PARTENARIAT :

Selon les thématiques : l'association ROMDES, un CLIC, la Direction départemental de la jeunesse et des sports

FINANCEURS DU PROJET:

CPAM

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

Questionnaire de satisfaction

PERSPECTIVES :

Action reconduite en 2007

FICHE ACTION

Pôle de compétence départemental du Schéma Régional d'Education pour la Santé (SREPS)

CONTEXTE DU PROJET :

Le Bilan sanitaire français et francilien globalement satisfaisant mais certaines disparités demeurent marquées.

L'axe préventif souvent délaissé au profit du curatif seul or la mortalité évitable est particulièrement sensible aux actions d'EPS.

Le manque de ligne politique claire et cohérente pour les actions d'EPS donc il y a une moindre mutualisation des moyens et de l'efficacité.

- **La Circulaire DGS 22 octobre 2001** doit pallier à ces difficultés en définissant le cadre d'organisation de l'Education Pour la Santé en région = **SREPS**
- Le SREPS Ile-de-France est signé en 2005 par le Préfet

OBJECTIFS :

- Créer, promouvoir et faire vivre une culture commune d'EPS en IDF
- Valoriser, développer et renforcer les pratiques en EPS
- Optimiser l'organisation des services et la répartition de l'offre afin de répondre aux besoins des populations et des intervenants

PUBLIC CONCERNE :

Les acteurs de terrain amenés à pratiquer l'éducation pour la santé.

COMITE DE PILOTAGE :

La composition du comité de pilotage est le suivant :

- M. Etienne LECOMTE, Médecin inspecteur de santé publique - DRASS Ile de France
- Mme Catherine GOLDSTEIN, Médecin - DDASS 91
- M. Jean Paul DUPRE, Inspecteur principal - DDASS 91
- Mme GODEAU, - DDASS 91
- Mme COLLET, Directeur de la prévention santé- Conseil général 91
- Mme Isabelle DUARTE, Responsable CPDS - Conseil général 91
- Mme LE CORRE, CPAM
- Mr ABADON, délégué EPS – CRAMIF
- Mr CADIOT, délégué EPS – CRAMIF
- Mme Marie-France LE GAL, Médecin conseiller technique - Académie de Versailles
- Mme Marie REBEYROL, Infirmière - DDPJJ 91
- Mme Samira ZEMANI, Infirmière - DDPJJ 91
- Mme Jeanne DUPONT, Chargée de projets prévention santé - Ligue contre le cancer 91
- Mme Nathalie AGAMIS, Directrice - ANPAA 91
- Mr AUFFRET, animateur – Vie Libre
- Mr MARTIN, bénévole – Vie Libre (Comité départemental)
- Mr MATHA, Président délégué 91 – UNAFAM
- Mme GAILLARD, UDAF
- Mr GOUEDARD, Président Mutualité de l'Essonne

Mr MARQUIER, Directeur centre hospitalier Manhès - URIOPSS
 Mme PARATRE, Directrice – UME
 Mme Laurdith BODET, CIRDD-CRIPS Ile-de-France
 Mme Patricia DAF-NEVES, Directrice CCAS Montgeron UDCCAS
 Mme Audrey BRICHET, Secrétaire UNCCAS
 Mr DEISS, Président du CPS 91

FINANCEURS DU PROJET:

INPES

MODALITES D’ACTIONS :

Le projet est mis en œuvre via trois axes :

1/ le conseil méthodologique en EPS : le conseil méthodologique ponctuel, un séminaire d’échanges de pratiques

2/ la formation en EPS : une formation aux méthodes et outils en EPS, une sensibilisation des élus

3/ la documentation en EPS : une structuration d’une veille documentaire locale, la remise en place du site d’analyse des outils, des lettres départementales d’information sur les actions, une décentralisation de l’offre documentaire

Tableau récapitulatif des résultats chiffrés pour l’ensemble des activités 2006

<i>Nombre de structures au comité de pilotage dép.</i>	<i>Nombre de réunion du comité</i>	<i>Nombre de personnes formées</i>	<i>Nombre de participants aux journées d’échanges</i>	<i>Nombre de destinataires de la lettre électronique</i>	<i>Nombre de RV en conseil méthodologique</i>	<i>Nombre de relais diffusion</i>	<i>Nombre de structures avec documentation EPS</i>
19	5	12	130	2000	28	1	en cours

PERSPECTIVES :

Poursuite du projet SREPS en 2007

Reconduite du séminaire départemental d’échanges de pratiques

(Bilan départemental et bilan régional disponibles sur demande au CPS 91)

FICHE ACTION

Prévention du tabagisme dans 4 écoles de travailleurs sociaux

CONTEXTE DU PROJET :

Le CPS 91 travaille depuis de nombreuses années avec les travailleurs sociaux de l'Essonne et les aide, à travers la mise en place régulière de formations, à savoir prendre en compte la problématique des addictions dans la prise en charge sociale des publics en situation de vulnérabilité. Cette longue collaboration met en évidence les besoins récurrents de ces professionnels en matière de formation de prévention des substances psychoactives.

OBJECTIFS :

Objectif général :

- Responsabiliser les futurs travailleurs sociaux quant à leur rôle dans la prévention des conduites addictives par la porte d'entrée : tabac.

Objectifs spécifiques :

- Permettre aux étudiants de réfléchir sur leur propre pratique de consommation
- Amener des connaissances objectives sur les substances psychoactives et les risques liés à leur consommation
- Renforcer leur motivation à s'engager dans des actions éducatives auprès de leur futur public

PUBLIC CONCERNE :

Les étudiants, futurs travailleurs sociaux, de 4 écoles du département.

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Les interventions sont interactives, elles sont centrées sur les connaissances et les représentations des étudiants.

MODALITES DE REALISATION : projet en cours de réalisation

- Organisation d'un séminaire de sensibilisation à la problématique addiction dans le travail social
- Réalisation de 2 forums d'échanges et de dialogue sur la consommation de tabac

PARTENARIAT : les directeurs des écoles

FINANCEURS DU PROJET: MILDT

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

Evaluation quantitative : nombre de participants

Evaluation qualitative : questionnaire d'évaluation des connaissances et de satisfaction avant et après le séminaire, évaluation du processus avec les représentants des écoles, grille de recueil pour les forums, carte distribuée à chaque personne effectuant un co-testing.

PERSPECTIVES :

Après validation de l'évaluation finale, ce projet pourrait être reconduit et élargi.

FICHE ACTION

Tabac et Entreprise 2006

CONTEXTE DU PROJET :

La question du tabagisme concerne les entreprises à double titre : la protection des non fumeurs et l'aide à l'arrêt pour les fumeurs. La mise en conformité par rapport à la loi Evin représente un enjeu de plus en plus marqué pour les dirigeants d'entreprise. Les buts du projet seront de faciliter la mise en conformité de l'entreprise et d'accompagner les fumeurs volontaires dans leur démarche de sevrage en informant et en orientant vers des structures de sevrage tabagique.

OBJECTIFS :

- Favoriser le développement d'une culture de prévention du tabagisme actif et passif dans les entreprises d'Ile de France
- Favoriser et accompagner les démarches de sevrage tabagique.

PUBLIC CONCERNE :

Les salariés d'entreprises essonniennes et dans les autres départements d'Ile de France.

MODALITES DE REALISATION :

Le projet s'articule autour de 3 axes : **Sensibiliser la direction de l'entreprise** au problème du tabagisme sur le lieu de travail, **Constituer un comité de prévention**, dresser un état des lieux, créer une « Charte Entreprise et Tabac » qui apparaîtra sur une plaquette de prévention personnalisée, proposer un sondage auprès des salariés, mettre en place une journée de sensibilisation auprès des salariés pour **Informé le personnel** des méfaits du tabac et des risques liés au tabagisme passif.

FINANCEURS :

INPES-DRASSIF

MODALITES D'EVALUATION :

Sondage auprès des salariés, questionnaire auprès des membres du comité de prévention.

EVALUATION :

Nous avons pu mettre en place le projet dans 7 entreprises :

CONSEIL GENERAL	SOFINCO	ANRH
SAFA	AIR FRANCE MASSY	
KENNAMETAL	ANR	

PERSPECTIVES :

Ce projet est reconduit en 2007. A ce jour, cinq entreprises veulent y participer.

FICHE ACTION

Sensibilisation au tabac en secteur public et parapublic

CONTEXTE DU PROJET :

Décret du 1^{er} février 2007 : interdiction de fumer dans les lieux publics

OBJECTIFS :

Amener les entreprises du secteur public et parapublic de l'Essonne à s'approprier une culture de la santé au travail en abordant la problématique du tabac.

Objectif général

- Réaliser des journées de prévention et de sensibilisation qui permettront aux fumeurs de préparer à court ou long terme un sevrage

Objectifs Opérationnels (Les salariés bénéficiant de cette journée, seront capable de...)

- Réfléchir sur leur consommation de tabac et mieux se connaître en tant que fumeur
- Evaluer leur degré de dépendance
- Calculer leur taux de monoxyde de carbone dans le sang
- Prendre en compte les obstacles à l'arrêt tels que la prise de poids, la gestion du stress
- Connaître les personnes ressources : services de tabacologie
- Connaître l'existence des produits de substitution
- Pour les non fumeurs, connaître les dangers du tabagisme passif

PUBLIC CONCERNE :

Les agents, fumeurs et non fumeurs, du secteur public et parapublic du département de l'Essonne.

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Démarche participative et interactive.

MODALITES DE REALISATION :

Une journée de sensibilisation est organisée par site. Lors de cette journée sous forme de stands des tests au monoxyde de carbone seront proposés ainsi qu'une information sur le tabac, des conseils pour arrêter de fumer et une orientation vers d'autres professionnels de santé pour le sevrage tabagique selon les besoins du public. Des brochures sur le tabac et sur les autres produits psychoactifs seront mises à disposition du public ainsi qu'une liste de professionnels ressources.

PARTENARIAT : mairie de Massy, mairie de Grigny, mairie d'Evry, mairie de Sainte Geneviève des Bois, Centre de santé des Ulis

FINANCEURS DU PROJET: MILDT

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE : contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

Evaluation de satisfaction des agents et des partenaires (questionnaire)

Evaluation du processus (questionnaire)

PERSPECTIVES :

Après validation de l'évaluation finale, ce projet pourrait être reconduit et élargi.

FICHE ACTION

Projet sur les compétences psychosociales des jeunes des classes de CM2 et 6^{ème} dans le sud du département

CONTEXTE DU PROJET :

Le projet s'inscrit dans les priorités d'action de prévention ciblées par la MILDT. Il prend également appuie sur des résultats d'expérimentations : la démarche globale de développement des compétences psychosociales contribue à prévenir et/ou retarder la consommation de produits psychoactifs. Parallèlement, un constat a été dressé : le sud du département de l'Essonne bénéficie de moins d'actions de prévention, ce projet est donc proposé aux écoles élémentaires et collèges des villes d'Etampes et d'Etréchy.

OBJECTIFS :

L'objectif général est de prévenir et/ou retarder le début de la consommation de produits psychoactifs chez les jeunes scolarisés de 10 à 13 ans dans le sud de l'Essonne.

PUBLIC CONCERNE :

- Les élèves de 6 classes de CM2 :
3 classes de 2 écoles élémentaires de la ville d'Etampes et 2 classes de 2 écoles élémentaires de la ville d'Etréchy
- Les élèves des classes de 6^{ème} de deux collèges :
5 classes du collège d'Etampes (Guettard) et 6 classes du collège d'Etréchy (Le Roussay)
- Au total : le projet s'adresse à plus de 110 élèves de CM2 et 275 élèves de 6^{ème}

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

- Technique pédagogique : centré sur les élèves et leurs connaissances, les séances s'appuient sur des méthodes ludiques et participatives.
- Support pédagogique : les séances réalisées en CM2 s'appuient sur le support pédagogique « Léa et l'air » et les séances réalisées en 6^{ème} ont pour support le coffret « Libre comme l'air ».

MODALITES DE REALISATION : en cours de réalisation, selon les contraintes du calendrier scolaire.

- Classes de CM2 : cinq séances d'une heure chacune
- Classes de 6^{ème} : trois séances d'une heure chacune

PARTENARIAT : Les professeurs, les directeurs d'école, les infirmières et médecins scolaires

FINANCEURS DU PROJET: MILDT

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE : Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

Deux questionnaires seront réalisés : un pour les élèves, un pour les professionnels.

PERSPECTIVES :

Le projet se construit sur trois ans. Ainsi sera formée une cohorte d'élèves. Les séances seront proposées la première année aux classes de CM2 et 6^{ème}, puis la deuxième année aux classes de 6^{ème} et 5^{ème}, enfin la troisième année les séances d'adresseront aux classes de 5^{ème}.

Si l'évaluation s'avère positive nous pourrions proposer de mener l'action sur une nouvelle cohorte.

FICHE ACTION

« Bien Vieillir »
Projet régional de prévention de la dénutrition et de la déshydratation des personnes âgées dans différents lieux de vie.

CONTEXTE DU PROJET :

Le CRESIF expérimente un projet d'éducation à la santé pour les personnes âgées avec comme support privilégié l'intégration sociale et la création de lien entre les personnes.

Dans ce cadre, les intervenantes du CPS 91 ont été choisies et travaillent, auprès du public des personnes âgées à domicile, à mettre en place les ateliers dont les contenus innovants visent à prévenir les pathologies liées au vieillissement et à favoriser le maintien à domicile.

OBJECTIFS :

Prévenir l'émergence ou l'aggravation de pathologies liées à la dénutrition et la déshydratation en permettant aux personnes âgées de conserver une autonomie et en renforçant ou créant du lien social quel que soit le lieu de vie.

PUBLIC CONCERNE :

15 personnes âgées de plus de 70 ans et vivant à domicile.

MODALITES DE REALISATION :

Des réunions préparatoires ont permis de définir un programme de 5 ateliers ayant pour thème : l'alimentation, l'hygiène bucco-dentaire, l'hydratation, la prévention des chutes et l'éducation thérapeutique. Chaque atelier a aussi une partie de son temps consacré à l'activité physique : la gymnastique adaptée, le travail sur les équilibres, le tai chi chuan, l'activité marche et les mouvements dansés.

Les ateliers sont mis en place après une séance d'information sur le projet et un entretien individuel avec chaque participant.

PARTENARIAT :

Le CLIC Orgyvette, les professionnels d'associations sportives...

FINANCEURS DU PROJET:

CRESIF

MODALITES D'EVALUATION :

Evaluation du processus et rapport d'évaluation.

PERSPECTIVES :

Dans le contexte régional, le CPS est une des rares structures à travailler sur le public des personnes âgées à domicile.

Après validation de l'évaluation finale, ce projet pourrait être reconduit et élargi.

FICHE ACTION

***Prévention sur l'hygiène bucco-dentaire
Ecoles maternelles de la ville d'Evry
2006-2007***

CONTEXTE DU PROJET :

Ce projet est mené pour la première année dans la ville d'Evry, c'est une extension du projet mené sur la ville de Grigny depuis 3 ans. Les intervenants du CPS 91 rencontrent les enfants et leurs parents pour parler de l'importance à accorder à l'hygiène bucco-dentaire.

OBJECTIFS :

Contribuer à l'amélioration de la santé bucco-dentaire des élèves des classes de grande section de maternelle des écoles d'Evry.

Sensibiliser les parents à l'importance de l'hygiène bucco-dentaire et d'une visite régulière chez le chirurgien-dentiste pour leur enfant.

PUBLIC CONCERNE :

Les enfants des classes de grande section des 21 écoles maternelles de la ville d'Evry et leurs parents.

MODALITES DE REALISATION :

Ce projet se déroule sur l'année scolaire 2006/2007.

Ce projet a obtenu le label ARCADE IES délivré par le Comité Scientifique de l'URCAM Ile-de France.

Actions auprès des enfants :

La première séance consiste à expliquer la composition de la dent, la formation d'une carie, l'alimentation et la technique du brossage (chaque enfant reçoit un kit de brossage).

Une deuxième séance, 3 mois après, permet de mesurer les acquis et de réviser les informations données auparavant.

Informations auprès des parents :

Un forum par école est proposé pour informer les parents sur les mesures à adopter pour une bonne hygiène bucco-dentaire.

FINANCEURS DU PROJET:

DRASS, CPAM (financement PRSP)

Conseil Général

MODALITES D'EVALUATION :

Evaluation des actions auprès des enfants et des enseignants (grille d'observation, questionnaire...)

Evaluation du processus (adéquation des contenus et techniques pédagogiques par rapport aux objectifs...)

PERSPECTIVES :

Après validation de l'évaluation finale, ce projet pourrait être reconduit et élargi. En effet, le label va s'étendre et proposer des projets pour des enfants de 3 à 12 ans.

FICHE ACTION

***Prévention sur l'hygiène bucco-dentaire
Ecoles maternelles de la ville de Grigny
2006-2007***

CONTEXTE DU PROJET :

Ce projet est reconduit pour la troisième année dans la ville de Grigny. Les intervenants du CPS 91 rencontrent les enfants et leurs parents pour parler de l'importance à accorder à l'hygiène bucco-dentaire dans leur quotidien.

OBJECTIFS :

Contribuer à l'amélioration de la santé bucco-dentaire des élèves des classes de grande section de maternelle des écoles de Grigny.

Sensibiliser les parents à l'importance de l'hygiène bucco-dentaire et d'une visite régulière chez le chirurgien-dentiste pour leur enfant.

PUBLIC CONCERNE :

Les enfants des classes de grande section des 13 écoles maternelles de la ville de Grigny et leurs parents.

MODALITES DE REALISATION :

Ce projet se déroule sur l'année scolaire 2006/2007.

Ce projet a obtenu le label ARCADE IES délivré par le Comité Scientifique de l'URCAM Ile-de France.

Actions auprès des enfants :

La première séance consiste à expliquer la composition de la dent, la formation d'une carie, l'alimentation et la technique du brossage (chaque enfant reçoit un kit de brossage).

Une deuxième séance, 3 mois après, permet de mesurer les acquis et de réviser les informations données auparavant.

Informations auprès des parents :

Un forum par école est proposé pour informer les parents sur les mesures à adopter pour une bonne hygiène bucco-dentaire.

FINANCEURS DU PROJET:

DRASS, CPAM (financement PRSP)

Conseil Général

MODALITES D'EVALUATION :

Evaluation des actions auprès des enfants et des enseignants (grille d'observation, questionnaire...)

Evaluation du processus (adéquation des contenus et techniques pédagogiques par rapport aux objectifs...)

PERSPECTIVES :

Ce projet vient d'être inscrit dans le contrat urbain de cohésion sociale (C.U.C.S.) de la ville de Grigny.

Après validation de l'évaluation finale, ce projet pourrait être reconduit et élargi. En effet, le label va s'étendre et proposer des projets pour des enfants de 3 à 12 ans.

FICHE ACTION

Promotion de la santé mentale et du bien-être dans les écoles maternelles

CONTEXTE DU PROJET :

Ce projet est expérimental et s'inspire du programme québécois de promotion des habilités sociales porté par l'équipe du Dr Tremblay. Il a été suivi par 30000 enfants au Québec et a donné entière satisfaction. Le Dr Tremblay souhaite maintenant adapter son programme à la France afin de renforcer l'efficacité des réseaux de partenaires, déjà existants, qui prennent en charge les enfants des écoles maternelles. Ce projet, également mis en place dans l'agglomération de Saint Quentin en Yvelines, a été élaboré à partir de rencontres et de discussions avec les professionnels de terrain. Une ville du département de l'Essonne est pressentie pour la mise en place de ce projet.

OBJECTIFS :

Objectif général

Prévenir les phénomènes de violence en développant les habilités sociales des enfants dès l'école maternelle.

Objectif Opérationnel/spécifique

Former les enseignants des écoles à l'identification des enfants à risque et à l'utilisation du programme québécois. Augmenter les compétences psychosociales des enfants.

Mobiliser les professionnels, les réseaux et structures.

Mettre en place un soutien à la parentalité pour les parents en difficultés.

PUBLIC CONCERNE :

Les enfants de grande section des maternelles d'une ville du département de l'Essonne.

MODALITES DE REALISATION, METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Séances de réunions avec les différents intervenants. Identification des réseaux de professionnels qui travaillent avec les enfants et les familles.

Formations des enseignants. Ateliers de développement des compétences psychosociales dans les classes. Utilisation d'un Coffret pédagogique « Fluppy » (Québec) : marionnette qui met en scène des histoires pour discuter autour des compétences psychosociales.

Réunions d'analyse de pratiques pour les enseignants. Groupe de soutien à la parentalité.

PARTENARIAT :

DRASSIF, Dr Tremblay, Inspection Académique et partenariat associatif en cours.

FINANCEURS DU PROJET ET DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

PRSP : CPAM, DDASS (financement projet) et contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS (fonctionnements de la structure).

EVALUATION :

Par des questionnaires avant après la formation, un cahier de bord, des grilles de recueil, des tableaux de suivi. Par le nombre d'enfants concernés, nombre de séances réalisées, nombre de parents soutenus. En mesurant l'augmentation des compétences psychosociales avec des grilles d'observation à chaque séance.

Une partie de l'évaluation sera effectuée par Mr Tremblay via l'INPES.

PERSPECTIVES :

Le projet rencontre quelques résistances donc il s'agit de réunir tous les protagonistes du programme pour envisager la mise en place du projet sur le département.

FICHE ACTION

Sevrage tabagique au foyer ADOMA (anciennement SONACOTRA)

CONTEXTE DU PROJET :

Les résidents des foyers SONACOTRA sont souvent dans des consommations de produits psychoactifs et notamment de tabac. L'isolement provoqué par l'hébergement dans ces foyers les amène fréquemment dans ce type de consommation dont l'objectif est de combler l'ennui mais aussi de s'apaiser car ils ont du mal à surmonter cette situation précaire.

La thématique des produits et notamment celle du tabac est abordée, dans plusieurs foyer SONACOTRA sous forme de forum informatif. Les résidents réagissent très souvent favorablement à ce type d'action qui impulse chez eux une envie d'arrêter de fumer. Cependant, une demi journée d'information et de discussion n'est pas suffisante pour soutenir cette motivation et amener à la réussite d'où l'intérêt d'une mise en place d'accompagnement à l'arrêt du tabac.

OBJECTIFS :

Inciter les fumeurs des résidents du foyer à réfléchir sur leur tabagisme. Permettre aux résidents fumeurs venant à la consultation d'engager une démarche de sevrage tabagique. Orienter vers d'autres professionnels de santé en cas de besoin.

PUBLIC CONCERNE :

Les résidents du foyer ADOMA de Sainte Geneviève.

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Un stand co-testing pour mesurer leur taux de monoxyde de carbone sera proposé aux résidents du foyer. A ce stand, les fumeurs qui désirent arrêter de fumer pourront prendre un rendez-vous avec une tabacologue qui les suivra tout au long de leur sevrage.

MODALITES DE REALISATION :

Deux stand co-testing seront organisés. Les résidents seront mis au courant par affichage.

Un calendrier de consultations sera disponible sur place. Les résidents recevront un rendez-vous individuel et un rappel sera fait par courrier personnel.

La deuxième étape consiste à accompagner les résidents fumeurs dans leur démarche de sevrage pendant 6 mois. Les fréquences des rencontres se feront une fois toutes les 2 semaines pendant 3 mois et ensuite une fois tous les mois les 3 mois suivant. A chaque fois les résidents seront prévenus de leur rendez-vous par courrier personnel.

PARTENARIAT ET FINANCEURS :

Conseil général et FNPEIS (financeurs), foyer ADOMA de Sainte Geneviève (partenariat).

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS pour le financement du fonctionnement de la structure.

MODALITES D'EVALUATION :

Mesurer le nombre de résidents rencontrés au stand co-testing et ceux désireux d'assister aux consultations, recenser pour chacun :les motivations à l'arrêt et à la consommation, les objectifs d'étapes, les méthodes de sevrage utilisées et de quelle manière, les déclarations des résidents faisant référence à leur dépendance au tabac (physique, psychique et comportementale), la fréquence des rencontres avec le tabacologue et un autre professionnel, les possibilités d'arrêter de fumer ou non (prêt à arrêter de fumer ou non : mesure de la confiance en soi), recenser les déclarations des résidents concernant l'utilité de voir un autre professionnel ou non pour appuyer le sevrage tabagique.

PERSPECTIVES :

Ce projet étant expérimental, si l'expérience de ces consultations s'avère favorable, il serait judicieux de renouveler ce projet et de l'étendre à d'autres foyers.

FICHE ACTION

**Prévention du tabagisme pour les lycéens :
« Aujourd'hui je ne fume pas. »**

CONTEXTE DU PROJET :

Ce projet de prévention du tabagisme au lycée s'inscrit dans une démarche régionale. Il répond à une demande des établissements souhaitant mettre en place dans leur lycée un programme de prévention du tabagisme.

OBJECTIFS :

- Favoriser des comportements de santé chez les jeunes vis à vis du tabac en leur permettant l'accès au sevrage tabagique et en évitant l'initiation tabagique chez les lycéens non-fumeurs.
- Créer un environnement favorable au renoncement tabagique.

PUBLIC CONCERNE :

Les élèves de 8 lycées du département de l'Essonne (un lycée s'étant désisté) : les lycées Baudelaire, des Loges, Perret, et Georges Brassens d'Evry, Jacques Prévert de Longjumeau, Louis Armand de Yerres, Parc de Vilgénis de Massy et Camille Claudel de Palaiseau.

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Le contenu des interventions dépend de la thématique abordée. Le support de départ est différent (affiche, carte, vidéo, document écrit, questionnaire ...) mais il est toujours à la base de la construction d'un débat avec les élèves.

MODALITES DE REALISATION :

3 journées d'action ont été proposées pour chaque lycée concerné pendant la période scolaire 2006-2007. Chaque journée proposait un atelier de test d'intoxication au tabac (test au monoxyde de carbone) avec conseils au sevrage tabagique et des interventions auprès des classes sur différentes thématiques du tabac (polyconsommations, tabac et législation, tabac et stress, tabac et manipulation...)

PARTENARIAT et FINANCEURS DU PROJET :

L'éducation nationale via les rectorats et les professionnels des lycées concernés (infirmière scolaire, proviseur, cpe, professeurs...).

- Le Conseil Général de l'Essonne.
- La CPAM (financeur).
- La DRASS (financeur).
- CNASEA (financeur dans le cadre des emplois jeunes tabac).

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION : Evaluation en cours : suivi par la région (comité technique régional).

PERSPECTIVES : Renouvellement du programme selon financement.

FICHE ACTION

***Promotion de la Santé
dans les Foyers SONACOTRA et ADEF de l'Essonne***

CONTEXTE DU PROJET :

Ce projet est conduit depuis plusieurs années par le CPS 91. Il permet la mise en place d'actions en lien avec les besoins identifiés par les professionnels et les résidents des foyers Sonacotra et ADEF.

OBJECTIFS :

Contribuer à l'amélioration de l'état de santé des résidents en favorisant leur accès aux droits, aux structures de soins et en leur faisant acquérir des attitudes préventives.

Instaurer ou augmenter les liens entre les professionnels travaillant sur des problématiques spécifiques à cette population et les résidents.

Proposer aux résidents à l'intérieur du foyer des actions d'éducation à la santé adaptées à leurs besoins.

PUBLIC CONCERNE :

Les résidents des foyers Sonacotra d'Arpajon, d'Athis-Mons, de Chilly-Mazarin, des Ulis, de Sainte Geneviève des Bois et du foyer ADEF de Verrière le Buisson.

MODALITES DE REALISATION :

Des forums sont organisés dans chaque foyer sur différentes thématiques qui sont en lien avec les besoins des résidents et les observations des professionnels.

PARTENARIAT :

Les responsables des foyers, les directeurs d'Agence, les travailleurs sociaux, les professionnels de santé et associatifs...

FINANCEURS DU PROJET:

DRASS, CPAM (financement PRSP)
Conseil Général

MODALITES D'EVALUATION :

Evaluation du processus

Evaluation des résultats (questionnaires, grilles d'observation et de recueil...)

PERSPECTIVES :

Après la validation de l'évaluation finale, le projet pourrait être reconduit.

FICHE ACTION

FORMATION MULTIPROFESSIONNELLE PREVENTION ADDICTIONS et CESC

CONTEXTE DU PROJET :

En milieu scolaire, la prévention passe par les acteurs de proximité, à condition que ces derniers aient toutes les compétences requises pour le faire. Les acquisitions de compétences peuvent se faire par la formation continue.

Le projet que nous présentons, à la demande du service de promotion de la santé en faveur des élèves, comprend un programme de formation pour former des équipes pluridisciplinaires dans les établissements et une journée de suivi pour donner des conseils méthodologiques à ces équipes.

OBJECTIFS :

Objectif général de la formation : valoriser les compétences existantes des professionnels des établissements du secondaire et leur en faire acquérir de nouvelles par le partage de savoir et par la réflexion commune sur la prévention des addictions.

Finalité : pouvoir mobiliser chez les professionnels des connaissances et des savoir faire pour permettre le montage d'action de prévention à la suite de la formation.

Objectifs pédagogiques

- Connaître le programme départemental de prévention des addictions pour développer des actions de préventions qui puissent s'inscrire dans ce cadre.
- Connaître les différents modes de consommation des produits chez les jeunes pour adapter les actions de prévention.
- Mieux appréhender et intégrer la loi, son sens, sa fonction et le rôle structurant de l'interdit.
- Comprendre que la prévention doit s'appuyer sur la compréhension des comportements plus que sur les produits.
- Aider les professionnels à concevoir des actions de prévention fondées sur le renforcement des facteurs de protection individuels et sociaux dans le quotidien des jeunes.
- Acquérir des repères méthodologiques de conduite de projets d'action de prévention.
- Connaître les cadres dans lesquels la prévention peut s'inscrire dans un établissement scolaire (CESC, les programmes, les activités périscolaires)

PUBLIC CONCERNE :

La formation s'adresse aux professionnels de l'Éducation Nationale et est multi catégorielle.

- Infirmières, médecins et assistantes sociales scolaires,
- Chefs d'établissements et CPE,
- Professeurs
- Coordinateurs et animateurs de bassins,
- Personnes ressources nouvellement arrivées

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Méthode :

La formation se déroule sur deux jours sous forme de séminaire et d'une journée de suivi à distance des deux premières.

- la première journée est consacrée à l'acquisition de bases communes concernant la problématique des addictions chez les jeunes scolarisés.
- La deuxième journée, sous forme d'ateliers, apportera une aide concrète à la mise en place d'un projet d'action.
- La troisième journée se déroulera à distance des ateliers pour soutenir les équipes dans l'élaboration de projets

MODALITES DE REALISATION :

1ere journée :

Séminaire de formation comprenant

Présentation du programme départemental de prévention des addictions,

Données épidémiologiques

Les addictions : la loi, les diverses mesures et prises en charge.

Les aspects psychopathologiques des conduites addictives : mieux comprendre les comportements de consommation de produits psychoactifs chez les adolescents.

Le CESC, lieu de cohérence d'une politique de prévention d'un établissement : une expérience du terrain

2^{ème} journée :

Cette journée alternera des travaux en ateliers de 15 personnes, des travaux de synthèse et une présentation générale de la méthodologie de projet

Journée de suivi :

La journée de suivi consiste en un renforcement méthodologique (faisabilité des actions, définition des objectifs, techniques et supports de prévention, stratégie d'évaluation) et en un échange de pratiques.

PARTENARIAT :

Education nationale

FINANCEURS DU PROJET:

MILDT

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

Evaluation du processus

Evaluation des résultats : par QCM et par grille de suivi

PERSPECTIVES :

A reconduire en fonction des résultats des évaluations

FICHE ACTION

Corps hygiène et femmes en prison (maison d'arrêt de Fleury Mérogis)

CONTEXTE DU PROJET :

L'intérêt suscité par le projet auprès des détenues, le partenariat étroit mis en place avec l'équipe de direction et l'équipe éducative ont été des arguments favorables à la reconduction du projet que nous organisons depuis plusieurs années.

Cependant cette année, les séances ont été réorientées spécifiquement sur le thème du corps sexuel, de la prévention des IST et du Sida sans pour autant diminuer le nombre de détenues participantes.

La finalité du projet est donc de rendre les femmes détenues capables d'initier une réflexion sur leur corps, leur sexualité avec ses moyens de protection et les façons de se protéger des IST et du Sida .

OBJECTIFS :

Renforcer les ressources physiques et psychologiques des jeunes femmes détenues, enceinte ou non, en vue de développer chez elles un comportement adapté visant une sexualité protégée et choisie.

PUBLIC CONCERNE :

Détenues de la Maison d'Arrêt des femmes de Fleury Mérogis, mineures ou jeunes adultes

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Méthodes Elles cherchent à favoriser le dialogue en partant des acquis et du quotidien des jeunes femmes en développant leur motivation par des activités ludiques et attractives mettant à distance du contexte de la prison. Elles sont guidées par un souci éthique (tolérance, respect de la maturité de chaque individu, empathie). Techniques pédagogiques : Interactives avec des supports attractifs adaptés aux capacités cognitives des femmes et à leurs difficultés de concentration. L'expérience professionnelle et les compétences des intervenantes sont un atout essentiel pour mener les groupes de parole en éducation pour la santé.

MODALITES DE REALISATION :

Les thèmes proposés visent principalement à apporter aux jeunes femmes en grande précarité, en partant de leurs représentations et de leurs acquis, des informations objectives et des connaissances scientifiques sur leur santé et sur leur sexualité . Les séances seront composées de trois temps :

1. Un échange à partir de leur quotidien et de leurs habitudes socio culturelles qui permet d'apporter une réflexion collective et individuelle sur les facteurs de protection face aux risques du sida et des IST, sur la contraception, sur le fonctionnement du corps de la femme spécifiquement, sur une valorisation de l'image de soi dans la relation amoureuse et sexuelle choisie.
2. un apprentissage des techniques de relaxation pour apaiser les tensions
3. une fin de séance basée sur un atelier ludique qui apporte des solutions concrètes et utilisables pour les détenues pendant l'incarcération et après la sortie

PARTENARIAT :

Administration pénitentiaire

FINANCEURS DU PROJET:

CPAM (PRSP)

Administration pénitentiaire

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

Fiche de suivi : (information sensibilisation) qui sera complétée d' après les synthèses effectuées avec les partenaires du service insertion et probation et de l'UCSA à la fin de chaque session, auprès des détenues

Fiche d'évaluation des processus; elle analysera les différentes contraintes ou facilités rencontrées en fonction des moyens humains, matériels ou financiers engagés.

Rédaction d'un rapport d'évaluation

PERSPECTIVES :

A reconduire

**Education à la sexualité auprès des adolescents scolarisés du département
Action qui concerne un public en situation de vulnérabilité sociale**

CONTEXTE DU PROJET :

Nous proposons cette année de renforcer ce travail auprès des jeunes scolarisés les plus en difficulté soit en établissements spécialisés soit en section collégienne ou lycéenne d'enseignement adapté de type EREA ou section Segpa

OBJECTIFS :

Favoriser une réflexion auprès des adolescents des classes de 6^{ème}, 5^{ème} 4^{ème}, 3^{ème} segpa formation professionnelle et des classes relais des établissements scolaires et spécialisés du département de l'Essonne, sur leurs représentations et leurs comportements dans la relation amoureuse et sexuelle

PUBLIC CONCERNE :

Tranche d'âge : les jeunes adolescents de 13 à 18 ans

Typologie de Public : les jeunes des sections générales des collèges des zones inscrites en REP du Département, les jeunes des sections d'enseignement professionnel et général adapté, les jeunes des classes relais, les jeunes des établissements régionaux d'enseignement adapté, les jeunes de l'ASE ou de la PJJ placés en établissement de formation spécialisé.

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Des actions d'éducation pour la santé auprès des jeunes déclinées en séances d'échange d'informations et de débat interactif ; trois séances, adaptées selon les âges, seront proposées pour les élèves et permettront aux jeunes les plus en difficulté de prendre le temps du questionnement.

MODALITES DE REALISATION :

Pour les plus jeunes (6^{ème} et 5^{ème} segpa et général)

➤ 1^{ère} séance : travail de réflexion sur les modèles féminins ou masculins présentant des qualités intéressantes en montrant qu'elles peuvent appartenir à l'un ou l'autre sexe, les jeux des filles et des garçons, la répartition des tâches et des rôles dans la vie sociale en demi-groupe mixte

➤ 2^{ème} séance et 3^{ème} séance : échange sur les problèmes liés aux premiers changements du corps au cours de la puberté: en demi-groupe non mixte

pour les plus âgés (4^{ème} 3^{ème}, formation professionnelle et classe relais)

➤ 1^{ère} séance : travail de réflexion et d'information sur les transformations et le développement du corps, sur le contrôle de l'apparence physique en demi-groupe non mixte

➤ 2^{ème} séance : échange et questionnement sur les questions de contraception, sur la tolérance d'une autre sexualité possible en demi-groupe non mixte

➤ 3^{ème} séance : échange sur les comportements de protection (VIH, IST) dans la relation amoureuse et sur les lieux ressources en groupe mixte

PARTENARIAT :

Les établissements de l'Education Nationale du département de l'Essonne, le service de santé en faveur des élèves de chaque établissement, les établissements du Ministère de l'agriculture

FINANCEURS DU PROJET:

DRASSIF

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

Analyse des questionnaires proposés aux élèves.

Réunion de suivi et fiches de suivi qui seront complétées d'après les synthèses effectuées avec les partenaires à la fin de chaque séance.

Fiche d'évaluation des processus; elle analysera les différentes contraintes ou facilités rencontrées en fonction des moyens humains, matériels ou financiers engagés.

Rédaction du rapport d'évaluation.

PERSPECTIVES :

Reconduction des séances pour les cohortes d'élèves suivies et ouverture sur d'autres niveaux de classes

FICHE ACTION

Information et sensibilisation des Personnels Pénitentiaires au repérage des conduites addictives des détenus

CONTEXTE DU PROJET :

Dans le cadre de la préparation du plan quinquennal MILDT pour l'Essonne, le groupe de travail organisé autour du thème « Milieu Pénitentiaire » a constaté la nécessité d'apporter une information et des connaissances autour de la dépendance aux produits vécue par le détenu, et ceci à destination des professionnels du milieu pénitentiaire.

Il s'agit d'organiser une session de modules thématiques afin de leur transmettre suffisamment d'information et de ressources qui puissent leur faciliter le contact avec les détenus.

Ce projet a été validé en comité de pilotage MILDT et est inscrit dans le nouveau plan MILDT pour le département de l'Essonne

Le projet sera mené en partenariat entre le CPS 91 et l'ANPAA 91

OBJECTIFS :

Aider les professionnels pénitentiaires au repérage des difficultés du détenu dans les premiers mois de l'incarcération en les sensibilisant sur la consommation de produits : alcool – tabac – cannabis – autres produits, et leurs incidences sur le comportement

Favoriser une réflexion sur les représentations des produits, des consommations et des comportements

Améliorer les connaissances autour du risque « alcool » - l'alcoolisation – l'alcoolisme – la consommation excessive – la poly-consommation – la dépendance et le rappel à la Loi en matière d'utilisation de l'alcool.

Améliorer l'information et les connaissances autour des produits : tabac – cannabis – autres produits – médicaments et leurs incidences sur la Santé en consommation unique ou en poly-consommations

Renforcer la lisibilité des ressources *intra muros* destinées aux soins et des structures essonniennes en matière de prise en charge des personnes en addictologie ou alcoologie

PUBLIC CONCERNE :

Les personnels de la Maison d'arrêt de Fleury – Mérogis :

Les premiers surveillants ainsi que les personnels des ailes d'accueil primo-arrivants : environ 15 personnes renouvelées par le turn-over interne.

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Globalement, ce projet a pour finalité de mobiliser sur un site identifié (la Maison d'arrêt de Fleury – Mérogis) un groupe constitué de professionnels du milieu pénitentiaire en contact avec les détenus.

4 étapes sont nécessaires à la mise en place

- 1) Comité technique
- 2) Comité de pilotage de la Maison d'arrêt
- 3) Sensibilisation des professionnels (voir si plusieurs sessions)
- 4) Procédure d'évaluation

MODALITES DE REALISATION :

Mise en place de modules thématiques sur 3 jours en discontinu mais sur une durée limitée.

Les intervenants du CPS 91 et de l'ANPAA assureront une co animation pour toutes les séances.

½ **journée** sur les représentations – se connaître et se reconnaître dans l'activité de surveillant face aux comportements des détenus

½ **journée** de sensibilisation autour du Tabac – respect de la Loi Evin / tabagisme passif / Cannabis

½ **journée** sur le risque « alcool »

½ **journée** sur les autres produits et les médicaments

½ **journée** sur la lisibilité des ressources intra et extra muros avec un accent mis sur les échanges interdisciplinaires.(UCSA, SMPR, SPIP)

½ **journée** d'évaluation et de bilan avec le groupe.

PARTENARIAT :

Administration pénitentiaire,
DDASS

FINANCEURS DU PROJET:

MILDT

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

L'évaluation doit être mise en place dès le départ du projet, sous deux formes :

Une évaluation continue des processus permettant de s'assurer que le projet se déroule correctement et que les moyens prévus sont effectivement mobilisés,

Une évaluation intermédiaire ou finale des résultats dont le but est de mesurer l'atteinte des objectifs.

Elle repose sur des critères ou indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs définis à l'avance.

En plus des outils traditionnels (compte rendus de réunion, feuille d'émargement), des outils spécifiques seront élaborés lors de la phase de sensibilisation des professionnels : grilles d'entretien qui utiliseront des indicateurs élaborés par le groupe tant sur le processus que sur les résultats.

Evaluation des résultats :

Cela consiste à vérifier si l'objectif général de l'action est atteint.

Dans le cadre de ce projet, elle est envisagée au travers des indicateurs suivants : participation des professionnels dans le comité technique – implication des professionnels ciblés.

Evaluation des procédures :

L'évaluation du processus consiste à porter une appréciation sur le déroulement du plan opérationnel des activités – sur l'utilisation des ressources nécessaires – sur la participation des partenaires et de la population ciblée et sur le fonctionnement des équipes. Elle visera à vérifier les contraintes et les facilités qui se sont présentées et permettra d'évaluer les résistances, les points forts et les réajustements du contenu. Dans le cadre de ce projet, elle sera réalisée à l'aide des outils suivants : échancier du programme – compte rendus des réunions de comité de pilotage et des réunions techniques – tableau de bord des interventions

FICHE ACTION

Mieux vivre sa santé en CHRS

CONTEXTE DU PROJET :

Le CPS 91 et l'ANPAA 91 s'associent dans un projet d'éducation pour la santé à destination des publics vivant dans les CHRS de l'Essonne.

Les CHRS accueillent des personnes en situation de précarité socio-économique et familiale. Leur situation sociale peut être associée à de nombreux facteurs comme l'éclatement des familles, la perte de logement, les difficultés économiques, l'incarcération, les problèmes de santé. En se combinant, ces facteurs peuvent aboutir à des conditions de vie pathogènes : détresse psychologique, consommation importante d'antidépresseurs, d'antidouleurs, de tabac, d'alcool...

Ce projet répond aux priorités définies dans le département de l'Essonne et formalisées dans les différents dispositifs de santé publique mise en œuvre depuis plusieurs années dans la région Ile de France à destination des personnes en situation de vulnérabilité :

OBJECTIFS :

Objectif général : Contribuer à l'amélioration de l'état de santé des résidents de 4 CHRS de l'Essonne dans une démarche de santé globale.

Objectifs stratégiques :

1. Permettre aux travailleurs sociaux des CHRS d'intégrer la dimension de la santé dans la prise en charge des résidents
2. Rendre les personnes résidant en CHRS acteur de leur santé ou mieux prendre en charge santé et adopter des comportements préventifs

PUBLIC CONCERNE :

Les professionnels des CHRS
Les résidents des CHRS de l'Essonne

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

- 1) un comité technique qui regroupe les représentants de tous les CHRS de l'Essonne, de la FNARS 91 et les professionnels concernés au CPS 91 et à l'ANPAA 91. Son objectif est d'inscrire le projet dans une dynamique départemental et dans la durée.
- 2) une session de formation pour les travailleurs sociaux des CHRS, leur permettant de prendre en compte la dimension santé dans la prise en charge des résidents. (Annulation pour cause de diminution du budget) cf chapitre déroulement de l'action
- 3) un module santé composé d'ateliers thématiques afin de rassurer et de transmettre suffisamment d'informations, de ressources pour faciliter l'acquisition de repères et le développement de comportements préventifs.

MODALITES DE REALISATION :

L'action prendra deux formes :

-Une session de formation de 4 jours destinée aux professionnels des CHRS

Jour 1 : Les représentations de la santé, Théorie et concepts de l'éducation pour la santé

Jour 2 : La santé des populations en situation de précarité

Jour 3 : Les conduites addictives

Jour 4 : Intégrer la problématique santé dans sa pratique professionnelle

Les professionnels compléteront leur formation en participant aux ateliers dans leur CHRS.

Cette partie a été annulée en raison d'une diminution de budget. Une rencontre d'une demi journée avec les responsables des CHRS sera mise en place pour présenter le projet d'atelier d'éducation pour la santé, les objectifs et pour évaluer les ressources organisationnelles et humaines des CHRS. Cette rencontre sera co-animée par le CPS 91 et l'ANPAA 91 et aura lieu dans les locaux de l'ANPAA91

-Un module santé composé de 5 séances thématiques de 2 heures à destination des résidents des CHRS

Les ateliers seront toujours réalisés en binôme pour des raisons de sécurité : l'environnement social et les horaires du public impliquant de réaliser les séances le soir, l'intervention en binôme est impérative.

A cause de la diminution des budgets, il n'a pas été possible d'assurer les 5 ateliers pour les 4 CHRS. l'atelier 1 ; 3 et 4 sont systématiquement proposés ; chaque site devra choisir entre l'atelier 2 ou 5 en fonction des besoins spécifiques de la population.

PARTENARIAT :

L'ANPAA 91

FINANCEURS DU PROJET:

DDASS (PRSP)

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

- Evaluation de processus : elle consiste à porter une appréciation sur le déroulement du plan opérationnel des activités, sur l'utilisation des ressources nécessaires, sur la participation des partenaires et des populations ciblées et sur le fonctionnement des équipes. Dans le cadre de ce projet, elle sera réalisée à l'aide des outils suivants : échancier du programme, compte rendus des réunions, tableau de bord des interventions (formation et module santé)

-Evaluation de résultats : les indicateurs prévus (voir référentiel du dossier d'évaluation) seront relevés au moyen d'un questionnaire diffusé auprès des professionnels formés, des résidents des CHRS participant au module santé et moyen de grilles d'observation.

PERSPECTIVES :

Le projet ne sera pas reconduit sous cette forme en 2007

Corps, hygiène et hommes à la maison d'arrêt de Fleury Mérogis

CONTEXTE DU PROJET :

La population carcérale fait très fréquemment partie, dans son quotidien, du public en très grande précarité. Les différents projets mis en place par le CPS 91 (depuis plusieurs années) et par le CRESIF (en cours depuis 18 mois), concernant les nouveaux arrivants de la maison d'arrêt de Fleury Mérogis et les autres détenus, montrent que les personnes incarcérées arrivent souvent en détention dans un état de santé physique et psychologique précaire. Cette incarcération est souvent l'occasion de faire un point sur leur santé et d'initier une réflexion sur le corps afin de retrouver ou de trouver de nouveaux repères pour espérer mettre en place des attitudes préventives et de mieux être

Compte tenu du profil des détenus hommes, les séances ont été orientées spécifiquement sur le thème de l'hygiène, du corps sexuel, de la prévention des IST et du Sida

La finalité du projet est donc de rendre les femmes détenues capables d'initier une réflexion sur leur corps, leur sexualité avec ses moyens de protection et les façons de se protéger des IST et du Sida

OBJECTIFS :

Renforcer les ressources physiques et psychologiques de la personne détenue, en vue de développer chez elle un comportement adapté visant l'équilibre personnel et l'adaptation à la vie sociale.

PUBLIC CONCERNE :

Détenus adultes de la Maison d'Arrêt des hommes de Fleury Mérogis,

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Méthodes Elles cherchent à favoriser le dialogue en partant des acquis et du quotidien des détenus en développant leur motivation par des activités ludiques et attractives mettant à distance du contexte de la prison. Elles sont guidées par un souci éthique (tolérance, respect de la maturité de chaque individu, empathie).
Techniques pédagogiques : Interactives avec des supports attractifs adaptés aux capacités cognitives des détenus et à leurs difficultés de concentration. L'expérience professionnelle et les compétences des intervenantes sont un atout essentiel pour mener les groupes de parole en éducation pour la santé.

MODALITES DE REALISATION :

3 séances seront proposées à 4 groupes de détenus, volontaires soit 12 séances au total.

Elles seront animées par une chargée de projets du CPS 91 et par une kinésologue pour un groupe de 15 à 18 détenus.

Contenu des interventions- 2 heures par séance

Les thèmes proposés visent principalement à apporter aux personnes détenues en grande précarité, en partant de leurs représentations et de leurs acquis, des informations objectives et des connaissances scientifiques sur leur santé, sur l'intérêt de l'hygiène en collectivité et sur la protection des risques de la sexualité . Les séances seront composées de trois temps :

- 1. Un échange à partir de leur quotidien et de leurs habitudes socio culturelles qui permet d'apporter une réflexion collective et individuelle sur les facteurs de protection face aux risques du sida et des IST, sur l'hygiène malgré le dénuement économique, sur le fonctionnement du corps au cours de l'incarcération.
- 2. un apprentissage des techniques de relaxation pour apaiser les tensions
- 3. une fin de séance basée sur un atelier ludique qui apporte des solutions concrètes et utilisables pour les détenus pendant l'incarcération et après la sortie

PARTENARIAT :

Infirmières de l'UCSA, agents de justice, surveillants de détention et des activités socio culturelles, services administratifs de la MAH pour les autorisations spécifiques d'intervenants et matériels.

FINANCEURS DU PROJET:

CPAM (PRSP)

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

MODALITES D'EVALUATION :

Fiche de suivi : (information sensibilisation) qui sera complétée d' après les synthèses effectuées avec les partenaires du service insertion et probation et de l'UCSA à la fin de chaque session, auprès des détenus

Fiche d'évaluation des processus; elle analysera les différentes contraintes ou facilités rencontrées en fonction des moyens humains, matériels ou financiers engagés.

Rédaction d'un rapport d'évaluation

PERSPECTIVES :

Le projet sera proposé à plusieurs « bâtiment » d'incarcération

FICHE ACTION

Prévention de la violence : actions éducatives auprès des enfants

CONTEXTE DU PROJET :

La prévention primaire de la violence nécessite une réflexion multidisciplinaire faisant intervenir de nombreux partenaires.

Elle doit permettre d'identifier les sujets à risque pour agir précocement afin d'éviter à ces derniers de rentrer dans une évolution pathologique. Elle nécessite l'utilisation de méthodes individuelles et collectives faisant appel aux réseaux d'aide.

Pour répondre au mieux à cette problématique nous proposons :

Des actions auprès des préadolescents des centres de loisirs primaires de la ville d'Evry

OBJECTIFS :

Contribuer à prévenir les phénomènes de violence en mettant en place des actions éducatives auprès des enfants des centres de loisirs de la ville d'Evry.

Objectifs spécifiques :

Créer un espace de parole pour échanger des informations objectives et partager des sentiments et des émotions,

Organiser des jeux qui permettront de renforcer l'estime de soi, de faciliter la vie en commun et de trouver des stratégies de résolution de ses problèmes relationnels.

PUBLIC CONCERNE :

Nombre : 3 groupes de 12 enfants (garçons et filles)

Tranches d'âge : les préadolescents de 9 à 12 ans

Caractéristiques (sexe, quartiers d'origine...) : centres de loisirs du quartier des Pyramides, du Bois Sauvage, des Aunettes de la ville d'Evry.

METHODE, DEMARCHE, TECHNIQUES PEDAGOGIQUES :

Chaque séance se déroulera de la même manière pour des groupes d'une douzaine d'enfants : des tests, le vécu des enfants, des activités sous forme de jeux, la recherche d'une définition.

MODALITES DE REALISATION :

Réalisation de 4 séances de 2 heures chacune pour trois groupes soit 24h

FINANCEURS DU PROJET: Ville d'Evry et PRSP

FINANCEURS DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE :

Contribution du Conseil Général de l'Essonne et de la DRASS.

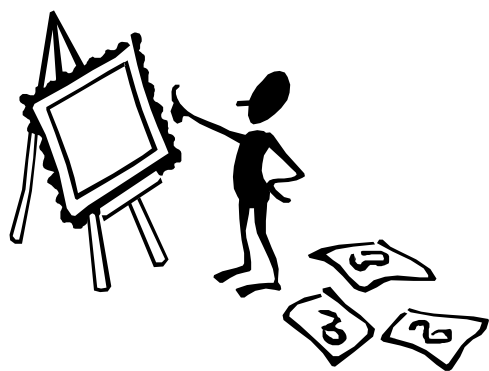
MODALITES D'EVALUATION :

Tests avant et après chaque séance,

Grille d'observation pendant la séance

Projet reporté en 2007

Interventions ponctuelles ...



- ☛ Les interventions ponctuelles permettent au CPS 91 de valoriser ses compétences sur tous les sujets de santé publique auprès de partenaires multiples du département.
- ☛ Elles sont le relais des campagnes nationales de prévention au niveau départemental.
- ☛ Ces animations, souvent de courtes durées, parfois plus longues, servent de préambule à la mise en place de projets plus élaborés lors des appels à projet régionaux ou nationaux.
- ☛ Elles permettent aussi de maintenir les liens avec des partenaires privilégiés et elles sont aussi l'occasion de s'adapter à des publics nouveaux et/ou très spécifiques.

Relation filles/garçons élèves de 6^{ème} collège Mondétour des Ulis,

Relation filles/garçons élèves de 3^{ème} collège Mondétour des Ulis

Education nutritionnelle pour les élèves de 6^{ème} au collège Jean Vilar de Grigny,

Education nutritionnelle pour les élèves de 6^{ème} au collège Sonia Delaunay de Grigny,

Prévention sur l'équilibre alimentaire au lycée Ile de France de Villebon/Yvette,

Information sur les addictions – Empreinte 9 - Boussy St Antoine,

Information sur l'usage de produits psychoactifs chez les jeunes – Agricultrices Méréville,

Entreprise Reckitt Benckiser – Accompagnement au sevrage tabagique,

Formation d'intervenants auprès des jeunes sur les questions relatives à la sexualité (CDCESS)

Promotion de la santé auprès des détenus arrivant à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis,

Prévention des conduites addictives au collège Roland Garros de St Germain les Arpajon,

Soirées débat échanges au SAIS de Grigny,

Prévention tabac à l'Université d'Orsay,

Location et animation appartement de tous les dangers à la ville d'Athis-Mons,

Animation nutrition à la médiathèque de La Ferté-Alais,

Atelier « vie affective » et « sexualité » dans le cadre du DEFA au CEMEA INFOP via le CRESIF,

Formation « urgence sociale santé et solidarité » pour Emmaüs via le CRESIF,

Journée sans tabac au centre commercial Evry II avec l'ANPAA 91,

Animation sur les rythmes de vie de l'enfant à la caisse des écoles des Ulis,

Débat « la chimie de l'alimentation, de la bouche aux cellules » au service jeunesse de Lisses,

Location et Animation de « l'Appartement de tous les dangers » sur les accidents de la vie courante à l'aviation civile (Orly),

Prévention du sommeil – caisse des écoles de la ville des Ulis,

Sensibilisation au thème du tabac et du cannabis au collège Les Amonts des Ulis,

Forum tabac, alcool, cannabis au lycée Moreau de Quincy sous Sénart,

Animation sur les conduites à risque dans la relation à l'autre au lycée Brassens de Courcouronnes,

Bien dormir pour mieux gérer son stress auprès des élèves de la MFR d'Etampes,

Soirée débat « tabac et santé sur le lieu de travail » SAIS de Grigny,

Matinée d'animation auprès des pré-retraités de la SNCF sur l'hygiène de vie à Brunoy (dans le cadre du projet « partir en retraite » de la CRAMIF),

Prévention des conduites addictives au collège Zola à Igny,

Sensibilisation sur le thème de l'alcool à Alstom Massy,

Prévention tabac et cannabis au collège Les Amonts des Ulis,

Location d'une exposition Tabac au lycée Nadar de Draveil,

Location d'une exposition Tabac à l'aviation civile (Orly),

Location d'une exposition sur le préservatif au lycée Brassens de Courcouronnes,

Location d'une exposition Tabac au lycée Moreau de Quincy,

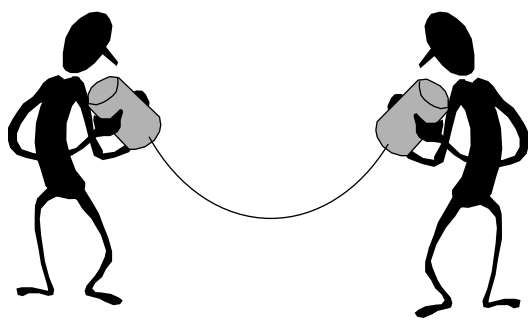
Location d'une exposition sur les accidents de la vie courante à la MFR d'Etampes.

Conseils méthodologiques

Le conseil méthodologique ponctuel auprès des acteurs de terrain amenés à pratiquer l'éducation pour la santé fait partie intégrante du projet SREPS 2006.

Le CPS91 a appuyé les promoteurs d'actions en termes de méthodologie (écriture, réalisation et évaluation) pour la mise en place d'actions en éducation pour la santé.

Lors de l'appel à projet MILDT, le CPS91 a été sollicité à de nombreuses reprises pour des conseils méthodologiques (rendez-vous téléphoniques essentiellement). Il s'agissait pour la plupart d'établissements scolaires ou d'associations locales.



Accompagnement de stagiaires

36 élèves infirmières ont été reçues à la documentation pour aide méthodologique et prêt de supports pédagogiques pour leurs actions d'éducation pour la santé.

5 élèves infirmières reçues en stage dans le cadre de leur module de santé publique.

Rencontres partenariales

Rencontres des partenaires lors des colloques régionaux ou nationaux de santé publique.

Projets 2007 ...



La majorité des projets effectués en 2006 seront reconduits sur l'année 2007 dans le cadre de l'appel à projets GRSP Ile de France.

Les projets addictions sont en attente de l'appel à projets MILDT 2007.

Les projets financés sous l'égide du Conseil Général seront proposés à la reconduction en fonction des priorités définies.

Le CPS91 a été sollicité pour la mise en place de projets d'EPS en partenariat avec les CUCS (Contrats urbains de Cohésion Sociale) d'Evry, Courcouronnes, Grigny et les Ulis.

La réussite éducative de Courcouronnes fera appel au CPS 91 en 2007.

La ville de Sainte-Geneviève-des-Bois travaillera avec le CPS 91 pour les thèmes addictions, nutrition et sida pour tous les élèves de 4^{ème} et de 3^{ème}.

Le CPS 91 poursuit ses actions dans le cadre du Schéma Régional d'Education pour la Santé.

Le CPS 91 organisera de nouveau en 2007 un séminaire d'échanges de pratiques en Education pour la Santé.